

Informations du Guatemala

6^e année / N°261

du 8 au 14 mars 1988

POLITIQUE

Radio voz popular : La faiblesse de Gramajo
La position de l'armée ne change pas
Les forces armées essaient de bloquer la médiation de Penados
L'opposition décidée à revenir dans le pays
Les exilés doivent solliciter l'amnistie
Nuila Hub au Brésil
Le Parlement européen appuie le processus de paix

INSURRECTION

L'URNG inflige 54 pertes à l'armée
Un officier tué par une bombe

MOUVEMENT POPULAIRE

Les travailleurs de la Santé arrêtent la grève
Un accord entre le gouvernement et l'UASP

SITUATION SOCIALE

Des milliers de Guatémaltèques en condition de survie

DROITS DE L'HOMME

L'ONU maintient son représentant au Guatemala
Le GAM dénonce l'existence de cimetières clandestins
On découvre des restes humains à Solola
Des policiers arrêtés

REFUGIES

130 réfugiés de retour au Guatemala

POLITIQUE

RADIO VOZ POPULAR : LA FAIBLESSE DE GRAMAJO

Dans une émission du 11 mars, la station de radio "Voz popular" remarque que l'annonce imminente d'une victoire de l'armée sur le mouvement révolutionnaire constitue "la preuve la meilleure de la faiblesse des chefs de l'armée". Gramajo, en proclamant un triomphe total sur la guérilla, triomphe auquel il n'est jamais parvenu, court le risque de connaître le même sort que les autres chefs militaires, démis de leurs fonctions par la hiérarchie de l'armée. "L'échec porte atteinte au prestige du général Gramajo... Le temps passe et personne n'assiste à la déroute du mouvement révolutionnaire...qui apparaît comme un rêve irréalisable des commandements militaires".

LA POSITION DE L'ARMEE NE CHANGE PAS

Au terme de la réunion du 9 mars avec le haut commandement militaire, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission de réconciliation nationale (CNR), a estimé que la position de l'armée quant au dialogue avec l'insurrection n'avait pas évolué depuis la fin de l'année dernière.

A cette époque, le président Cerezo avait adressé à la CNR les points qui "devaient" être pris en compte pour renouveler le dialogue, à la suite de la rencontre de Madrid.

D'après Quezada Toruno, le haut commandement militaire exige que la guérilla souscrive à l'amnistie, dépose les armes et que tout groupe armé soit dissout et incorporé à la vie politique publique. "Ce qui ne signifie pas, ajoute Quezada, que l'insurrection et le gouvernement ne puissent pas reprendre le dialogue, ce cas de figure étant différent".

LES FORCES ARMEES ESSAIENT DE BLOQUER LA MEDIATION DE PENADOS

Le ministre de la Défense, Hector Gramajo, a ratifié le 11 mars la décision des forces armées selon laquelle la guérilla doit dialoguer avec les représentants de la Commission nationale de réconciliation, et aucune autre personnalité.

Lors d'une réunion avec la CNR, Gramajo a estimé que la volonté de l'URNG d'entamer le dialogue avec des personnalités "honorables, respectées et crédibles" est critiquable car "elles ne sont pas indiquées pour cette tâche" ; Gramajo faisait allusion à l'archevêque Prospero Penados.

Ces déclarations confirment les intentions de l'armée de "bloquer" la réunion prévue entre l'archevêque et l'insurrection au Mexique.

L'OPPOSITION DECIDEE A REVENIR DANS LE PAYS

Le 9 mars, les dirigeants de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) ont annoncé leur décision de revenir dans

dans le pays afin de vérifier l'existence de conditions favorables au travail de l'opposition politique.

Rigoberta Menchu et Rolando Castillo Montalvo, réunis au siège de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, ont décidé de prendre au mot José Luis Chea, ambassadeur du Guatemala auprès de cet organisme ; ils retourneront au Guatemala pour constater que tous les exilés peuvent en faire de même et "contribuer au processus de démocratisation". Néanmoins, ils demandent à être accompagnés de quelques personnalités et de représentants d'organismes internationaux; ils demandent également à bénéficier d'une totale liberté de mouvement et d'action.

LES EXILES DOIVENT SOLLICITER L'AMNISTIE

Le 10 mars Julio Santos, porte-parole de la présidence, a rappelé que les exilés guatémaltèques doivent solliciter l'amnistie avant de rentrer au pays. Cette mesure d'amnistie a été conçue pour les guérilleros désirant déposer les armes et s'insérer dans la légalité. Cette déclaration fait suite aux intentions de retour manifestées par Rigoberta Menchu et Rolando Castillo Montalvo.

NUILA HUB AU BRÉSIL

Le Brésil a accepté la candidature du général Hector Pablo Nuila Hub au poste d'ambassadeur du Guatemala dans ce pays. L'Equateur avait rejeté cette même proposition il y a quelques mois, considérant que le général était éloigné de son pays après une tentative de sédition contre le gouvernement Cerezo.

Le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera, a déclaré que "les candidatures militaires relèvent de l'armée, et non du ministère qui n'effectue que les démarches administratives".

LE PARLEMENT EUROPEEN APPUIE LE PROCESSUS DE PAIX

Le 11 mars, le Parlement européen a apporté son appui à un processus de paix en Amérique centrale sans ingérence militaire extérieure. Il s'est prononcé en faveur d'une augmentation de l'aide économique communautaire dans cette région.

Dans une résolution approuvée par 144 votes (7 contre, 12 abstentions), le Parlement européen a proposé la résolution pacifique des conflits centraméricains et la dissolution des escadrons de la mort. Selon Claude Cheysson, commissaire de la communauté, la CEE contribuera au tiers du montant de l'aide internationale prévue par le plan Arias pour le développement de la région (1500 millions de dollars en 3 ans).

Enfin, le Parlement a condamné à nouveau "toute ingérence extérieure visant à introduire dans la région le conflit est-ouest".

INSURRECTION

L'URNG INFLIGE 54 PERTES A L'ARMEE

Selon les rapports de l'URNG, l'armée a subi 16 pertes au cours d'une attaque et de manoeuvres d'hostilité les 4 et 5 mars dans la municipalité de San Pablo, dans le département de San Marcos (ouest). Les 4 et 6 mars, l'URNG a infligé 14 pertes à l'armée au cours d'attaques menées dans la municipalité de Pochuta, dans le département de Chimaltenango.

Enfin, l'armée a subi 23 pertes, un hélicoptère a été endommagé au cours d'attaques menées les 3 et 5 mars dans le département du Quiché (nord-ouest) ; l'URNG déplore la perte de l'un de ses combattants.

UN OFFICIER TUE PAR UNE BOMBE

Un sous-lieutenant de l'armée a été tué par l'explosion d'une bombe, alors qu'il désamorçait un champ miné par la guérilla dans le département du Quiché.

Selon un communiqué du bureau des relations publiques de l'armée, "le mortel accident" s'est produit le jeudi 10 mars dans le village de Sumalito en Nebaj.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES TRAVAILLEURS DE LA SANTE ARRETTENT LA GREVE

Les 10000 travailleurs du secteur de la Santé ont interrompu le 11 mars la grève commencée il y a 26 jours ; des négociations débuteront le 15 mars entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux du ministère de la Santé publique. Elles sont destinées à établir une nouvelle grille des salaires, la précédente ayant été imposée unilatéralement par le gouvernement.

Le dirigeant Roberto Yoc a remercié de leur appui la presse et les institutions professionnelles. Au cours de la grève, les travailleurs et les patients des hôpitaux ont souffert des pressions exercées par la police. L'attaque de l'hôpital de San Vicente a fait 13 blessés ; 150 travailleurs des dépendances du ministère de la Santé ont été licenciés.

UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'UASP

Le 9 mars, après plus de 20 jours de négociations, l'Unité d'action syndicale et populaire a signé un accord avec le gouvernement relatif à l'amélioration des salaires et aux garanties des droits des Guatémaltèques.

L'accord porte, entre autres, sur l'augmentation différenciée des tarifs de l'électricité selon les ressources des usagers ainsi que sur l'augmentation de 50 quetzales (20 dollars) par mois des salaires du secteur privé.

La UASP, qui regroupe les principales organisations syndicales du pays, a également obtenu du gouvernement démocrate-chrétien le gel des prix des produits de base ; ils seront révisés par une commission paritaire comprenant des membres du ministère de l'Economie et des syndicats.

De plus le gouvernement s'est engagé à favoriser les conditions de retour des exilés politiques et des réfugiés et à impulser les enquêtes sur les cas de disparition.

Rien n'a été conclu sur les patrouilles d'auto-défense civile, le dialogue entre le gouvernement et la guérilla ni sur les pôles de développement créés sous les régimes militaires.

SITUATION SOCIALE

DES MILLIERS DE GUATEMALTEQUES EN CONDITIONS DE SURVIE

Le 13 mars, la secrétaire au Bien-être social, Mirna de Ponce, a révélé que plus d'un demi million de Guatémaltèques vivent dans des conditions infra-humaines, dans des barraquements de bois installés dans des terrains vagues.

Le déficit de logements serait de 553 mille unités selon la fonctionnaire, 600 mille selon la Banque nationale de l'habitat.

Les logements, construits avec du matériel de récupération, n'ont ni l'eau potable, ni l'électricité, ni le tout à l'égout, ce qui favorise la propagation des épidémies.

DROITS DE L'HOMME

L'ONU MAINTIENT SON REPRESENTANT AU GUATEMALA

Le 8 mars, la 44^e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU a décidé de maintenir au Guatemala son rapporteur, chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme. L'obligation de promouvoir et de protéger le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales rend nécessaire non seulement les mesures de garantie de ces droits, mais aussi les mesures visant à empêcher que ne se produisent des violations des droits de l'homme.

La Commission a lancé un appel au président Cerezo pour qu'il accorde une priorité à ces mesures.

Dans deux rapports officiels destinés à l'ONU, l'expert Cross Spiegler et le groupe de travail sur les disparitions signalent les violations persistentes des droits de l'homme au Guatemala et les liens de l'armée et de la police avec ces actes.

LE GAM DENONCE L'EXISTENCE DE CIMETIERES CLANDESTINS

Le 11 mars, le GAM a annoncé qu'il produirait devant le procureur des droits de l'homme les preuves de l'existence de plusieurs cimetières clandestins. Le GAM indique que ces cimetières sont situés dans les départements du Quiché et du Huehuetenango.

Dans son communiqué, le GAM annonce son intention d'interroger le procureur Menendez de la Riva sur une liste de personnes enlevées par les forces de sécurité.

ON DECOUVRE DES RESTES HUMAINS A SOLOLA

Les habitants de la municipalité de Nahuála, département de Solola (ouest du pays) ont découvert des restes humains dispersés sur plusieurs mètres et une plaque de véhicule.

Selon la version des policiers, les habitants ont trouvé deux pieds, un fémur, un morceau de cuir chevelu, un mouchoir portant les initiales A.R.Y. et des lambeaux de pantalon. La plaque d'immatriculation serait celle d'une Chevrolet bleu et blanc, modèle 72, appartenant à un ordre apostolique canadien installé dans le pays.

DES POLICIERS ARRETES

Six agents de la police des Douanes ont été interpellés le 10 mars par la police nationale ; ils se déplaçaient à bord d'un véhicule susceptible d'avoir été utilisé lors d'enlèvements et d'assassinats. Les agents des douanes ont été arrêtés en uniforme, non sans avoir opposé des résistances.

REFUGIES

130 REFUGIES DE RETOUR AU GUATEMALA

D'après une information de l'ambassade du Guatemala au Mexique, 130 réfugiés sont retournés dans leurs pays au cours du mois de février. Leur retour a été organisé par la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) et par le haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (ACNUR).

Ces institutions ont accompagné les réfugiés, installés dans des camps au Mexique, jusqu'au poste frontière de La Mesilla, dans le département du Huehuetenango. Ils y ont subi divers examens médicaux attestant de leur état de santé.

ed en esp. en remplacement
de l'ed en fr qui
manque.

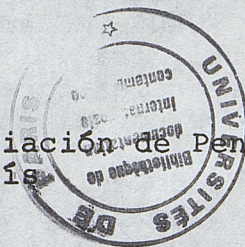
INFORMACION DE GUATEMALA

Año 6/No. 261

Del 8 al 14 de marzo de 1988

POLITICA

Debilidad de Gramajo, señala Voz Popular
Invariable la postura del Ejército
Intentan las fuerzas armadas bloquear la mediación de Penados
Oposición anuncia decisión de ingresar al país
Exiliados deben acogerse a la amnistía
Nuila Hub a Brasil:
Apoya el Parlamento Europeo proceso de paz



1

INSURGENCIA

Ocasiona la URNG 54 bajas al Ejército
Oficial del Ejército cae en campo minado

3

MOVIMIENTO POPULAR

Salubristas deponen huelga
Firmaron acuerdo el gobierno y la UASP

4

SITUACION SOCIAL

Miles viven en condiciones infrahumanas

5

DERECHOS HUMANOS

Prorroga la ONU el mandato del Asesor Especial
Denuncia el GAM existencia de más cementerios clandestinos
Descubren restos humanos en Sololá
Capturan a policías por sospechas criminales

5

REFUGIADOS

Retornan a Guatemala 130 refugiados

7

4^{OP}. 12315

POLITICA

DEBILIDAD DE GRAMAJO, SEÑALA V.P.

El anuncio de la victoria del ejército sobre el movimiento revolucionario "que nunca llega es la muestra más clara de la debilidad de los jefes militares del ejército" afirmó radio Voz Popular en su emisión del 11 de marzo.

Según la emisora oficial de la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca -URNG-, Gramajo al anunciar un triunfo total sobre las fuerzas guerrillera y no conseguirlo, puede correr la misma suerte de otros generales que al poco tiempo de cantar victoria fueron derrocados por el Alto Mando castrense.

"La falta de éxito afecta el prestigio del general Gramajo y su Alto Mando", dijo radio Voz Popular. Asimismo señaló que "el tiempo pasa y la derrota del movimiento revolucionario no aparece por ningún lado", al tiempo que afirmó que "el general Gramajo hecha mano de la mentira, pues la victoria militar sobre la guerrilla es sólo un sueño imposible de los mandos militares".

INVARIABLE LA POSTURA DEL EJERCITO

La postura del ejército en cuanto al diálogo con la insurgencia permanece invariable desde finales del año pasado, expresó monseñor Rodolfo Quezada Toruño, presidente de la Comisión Nacional de Reconciliación (CNR), al término de una reunión con altos jefes militares celebrada el 29 de marzo.

Explicó que la postura del ejército no ha cambiado desde el 24 de diciembre de 1987, cuando el presidente Cerezo envió a la CNR una carta en la cual plantea los puntos que "deben" tomarse en cuenta para iniciar el diálogo, que inicialmente arrancó en Madrid, España, pero que se ha interrumpido de nuevo.

De acuerdo con lo declarado por Toruño, los altos mandos del ejército ratificaron la demanda de que la guerrilla se acoja a la amnistía, que deponga las armas, que todo grupo armado sea disuelto y que se incorporen a la vida política pública.

Sin embargo, añadió, "esto no quiere decir que no puedan existir prácticas entre la insurgencia y el gobierno guatemalteco, que es una situación distinta".

INTENTAN LAS F.A. BLOQUEAR LA MEDIACION DE PENADOS

El ministro de la Defensa, general Héctor Gramajo, ratificó el 11 de marzo la decisión de las fuerzas armadas de que sea con la Comisión Nacional de Reconciliación con quien la insurgencia deba dialogar y no con otras personalidades.

Gramajo expresó, durante una reunión con los miembros de la CNR, que la URNG ha querido entablar un diálogo con personas que aunque son de reconocida honorabilidad, respeto y credibilidad, "no son las indicadas para esta tarea", en clara alusión al arzobispo metropolitano Próspero Penados.

Las declaraciones del alto funcionario castrense corroboran las intenciones del ejército de "bloquear" la reunión planteada entre el arzobispo Penados y representantes insurgentes en México, los próximos días.

OPOSICION ANUNCIA DECISION DE INGRESAR AL PAIS

Dirigentes de la Representación Unitaria de la Oposición Guatemalteca -RUOG- anunciaron el 9 de marzo su decisión de ingresar al país para comprobar la existencia de condiciones reales que permitan el trabajo de la oposición política.

En la sede de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU, en Ginebra, Rigoberta Menchú y Rolando Castillo Montalvo expresaron su decisión de tomarle la palabra al embajador guatemalteco ante ese organismo, - José Luis Chea, y regresar a su país para constatar que todos los exiliados políticos pueden hacerlo y "contribuir al proceso democrático".

No obstante, emplazaron al régimen a que les garantice una total libertad de movimiento y acción y la entrada al país en compañía de personalidades y organismos internacionales.

EXILIADOS DEBEN ACOGERSE A LA AMNISTIA

Los guatemaltecos que viven en el exilio deben acogerse previamente a una amnistía para ex-guerrilleros, si desean repatriarse, anunció el 10 de marzo el portavoz presidencial Julio Santos.

El funcionario especificó que los exiliados que hayan pertenecido a grupos irregulares deben acogerse a la amnistía, emitida para beneficiar a guerrilleros que depongan las armas y se incorporen a la vida legal.

Santos hizo la declaración luego de conocerse que Rigoberta Menchú - y Rolando Castillo Montalvo, exiliados desde los primeros años de esta década, desean visitar Guatemala.

NUILA HUB A BRASIL

Luego de varios intentos del gobierno por mantener fuera del país al general Pablo Nuila Hub, el Brasil dió su beneplácito al alto oficial del ejército para ocupar la agregaduría militar de Guatemala - en ese país sudamericano, según se informó oficialmente el 12 de marzo.

Nuila Hub, fue rechazado en meses pasados por el gobierno de Ecuador para ocupar el mismo cargo que ocupará en Brasil, por considerar que dicho militar está siendo alejado de Guatemala por motivos de sedición en contra del gobierno de Vinicio Cerezo.

No obstante, la Cancillería guatemalteca continuó haciendo gestiones ante otros Estados con el propósito de lograr la colocación de Nuila Hub en el servicio exterior.

El ministro de Relaciones Exteriores, Alfonso Cabrera, declaró que "las agregadurías militares son política del ejército y no de la Cancillería, la que únicamente efectúa los trámites administrativos".

APOYA EL PARLAMENTO EUROPEO PROCESO DE PAZ

El Parlamento Europeo apoyó el 11 de marzo el proceso de paz en Centroamérica sin injerencias militares externas, y se pronunció a favor de una mayor ayuda de la Comunidad Económica Europea a los países del área.

En una resolución que fue aprobada por 144 votos a favor, 7 en contra y 12 abstenciones, el Parlamento Europeo también propugnó por la solución pacífica de los conflictos centroamericanos y pidió que se disuelvan los Escuadrones de la Muerte.

El comisario de la CEE, Claude Cheysson, dijo que la Europa comunitaria podrá contribuir con un tercio de la ayuda internacional prevista en el Plan Arias para el desarrollo centroamericano (1,500 millones de dólares en tres años).

Por último, el Parlamento condenó nuevamente "toda injerencia desde afuera que introduzca en la región el conflicto Este-Oeste".

INSURGENCIA

OCASIONA LA URNG 54 BAJAS AL EJERCITO

Un total aproximado de 54 bajas, entre muertos y heridos, ocasionó a la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) al Ejército gubernamental en diversos enfrentamientos ocurridos en el occidente y noroccidente del país en los primeros días de marzo.

Según reportes de la URNG, los días 4 y 5 de marzo ocasionaron 16 bajas al Ejército en un ataque y varios hostigamientos ocurridos en el municipio San Pablo, del occidental departamento de San Marcos.

Asimismo, los días 4 y 6 de marzo, en el municipio Pochuta, en el centrooccidental departamento de Chimaltenango, unidades de la URNG ocasionaron otras 14 bajas al Ejército, en un ataque y un hostigamiento.

Por otra parte, en el noroccidental departamento de El Quiché, la URNG afirma haber ocasionado 23 bajas a los gubernamentales y averiado un helicóptero, en varios ataques guerrilleros realizados los días 3

y 5 de marzo, en los cuales lamenta la pérdida de uno de sus combatientes.

OFICIAL DEL EJERCITO CAE EN CAMPO MINADO

Un subteniente del Ejército murió al estallar una bomba cuando limpiaba un campo minado por la guerrilla en el noroccidental departamento de El Quiché.

Un boletín de la Oficina de Relaciones Públicas del Ejército informó que 'el mortal incidente ocurrió el jueves 10 de marzo en la aldea Sumalito, de Nebaj, El Quiché.

Agrega el documento que el subteniente Sergio Alejandro Santizo, junto a otros oficiales y elementos de tropa, trabajaba en la desactivación de los artefactos cuando ocurrió la explosión.

MOVIMIENTO POPULAR

SALUBRISTAS DEPONEN HUELGA

Diez mil trabajadores del sector salud depusieron el 11 de marzo la huelga iniciada 26 días antes, tras concertar un acuerdo preliminar con el gobierno, que se completará en los próximos días.

A partir del 15 de marzo se iniciarán las negociaciones formales entre el gobierno del presidente Vinicio Cerezo y la dirigencia sindical del Ministerio de Salud Pública, con el fin de estudiar a fondo la tabla de reclasificación salarial implantada unilateralmente por las autoridades y que fue el origen del movimiento huelguístico que involucró a cerca del 90% de los empleados del ramo.

"El único punto que está en plena negociación es el caso de los destituidos", señaló el dirigente sindical Roberto Yoc, tras agradecer el apoyo de la prensa y otros gremios que, como el Magisterio Nacional, habían acordado apoyar la huelga con medidas de hecho.

Durante los 26 días que duró la huelga general, los trabajadores y -pacientes internados en los hospitales públicos, que se solidarizaron con el movimiento, sufrieron una serie de acciones represivas de parte de la Policía Nacional, incluyendo el ataque contra los enfermos del Hospital San Vicente, que dejó un saldo de 13 heridos, aparte del despido de por lo menos 150 trabajadores de distintas dependencias del sector salud.

FIRMARON ACUERDO EL GOBIERNO Y LA UASP

La Unidad de Acción Sindical y Popular (UASP), que agrupa a las principales organizaciones de trabajadores y populares del país, alcanzó el 9 de marzo un acuerdo con el gobierno para la obtención de mejoras salariales y garantías a los derechos humanos de los guatemaltecos, al cabo de arduas discusiones que se prolongaron durante más de 20 días.

El acuerdo, entre otros aspectos, incluye la aplicación de incrementos a las tarifas eléctricas de acuerdo a la capacidad económica de los usuarios y la autorización de un aumento salarial de 50 quetzales (20 dólares al cambio actual) mensuales para trabajadores del sector privado.

Asimismo, la UASP obtuvo del gobierno democristiano el compromiso de congelar los precios de los productos de la canasta básica y que serán revisados por una comisión conjunta del Ministerio de Economía y de sindicalistas.

Además, el gobierno se comprometió a crear condiciones para el retorno de los refugiados y exiliados políticos, y la investigación de casos de personas secuestradas y desaparecidas.

La agenda de las discusiones no agotó los temas relativos a las Patrullas de Autodefensa Civil, el diálogo entre el gobierno y la guerrilla, ni los Polos de Desarrollo creados durante los regímenes militares.

SITUACION SOCIAL

MILES VIVEN EN CONDICIONES INFRAHUMANAS

Más de medio millón de guatemaltecos viven en condiciones infrahumanas en 200 asentamientos ubicados en laderas y barrancos, reveló el 13 de marzo la Secretaria de Bienestar Social de la Presidencia de la República, Mirna de Ponce.

Según la funcionaria gubernamental, el déficit habitacional en Guatemala alcanza la cifra de 553 mil unidades, 47 mil menos que las cifras manejadas por el Banco Nacional de la Vivienda, organismo que estima dicho déficit en 660 mil unidades.

Agrega la información que aparte de que miles de guatemaltecos viven en esas condiciones, las viviendas son construidas con desechos de materiales de construcción, carecen de agua potable, fluido eléctrico, infraestructura para drenajes de aguas negras y otros servicios que favorecen las condiciones para la propagación de epidemias que afectan principalmente a los niños.

DERECHOS HUMANOS

PRORROGA LA ONU EL MANDATO DEL ASESOR ESPECIAL

La 44 sesión de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU (CDH-ONU), con sede en Ginebra, Suiza, decidió el 8 de marzo mantener por un año más la presencia en Guatemala de un Asesor Especial, para que investigue la situación de los derechos humanos en ese país.

La resolución expresa la opinión de que la obligación de promover y proteger los derechos humanos y las libertades fundamentales exige no solamente medidas orientadas a garantizar la protección de esos

derechos, sino también medidas para impedir efectivamente cualquier violación a los mismos.

Asimismo, hace un llamado al gobierno de Vinicio Cerezo para que otorgue prioridad a la aplicación de tales medidas.

En el caso de Guatemala existen dos informes oficiales para la ONU: uno, del asesor especial, Héctor Gross Espiell; y otro, del Grupo de Trabajo de Desapariciones Forzadas e Involuntarias, los cuales coinciden en señalar violaciones persistentes a los derechos humanos y la vinculación del Ejército y cuerpos policiales en tales violaciones.

DENUNCIA EL GAM EXISTENCIA DE MAS CEMENTERIOS CLANDESTINOS

La existencia de varios cementerios clandestinos denunció el 11 de marzo el Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), cuyas pruebas serán presentadas al Procurador de los Derechos Humanos, Gonzalo Menéndez de la Riva, durante una reunión en la que además le pedirán resultados sobre las investigaciones en torno a los desaparecidos.

El GAM indica que posee datos de los lugares, ubicados en los departamentos de Huehuetenango y El Quiché, en los cuales fueron enterrados clandestinamente personas víctimas de las matanzas del Ejército.

En el documento presentado por el GAM, se afirma que las pruebas serán presentadas ante Menéndez de la Riva, a la vez que pedirán los resultados alcanzados por la Procuraduría en torno al destino de una serie de personas secuestradas por fuerzas de seguridad, mismas a las que se identificó con sus nombres.

DESCUBREN RESTOS HUMANOS EN SOLOLA

En el municipio Nahualá, del central departamento de Sololá, vecinos del lugar encontraron varios restos humanos esparcidos en un área de algunos metros cuadrados y una placa de automóvil, se informó oficialmente el 8 de marzo.

La versión policial indica que los campesinos se encontraron dos pies, un fémur, un pedazo de cuero cabelludo canoso, un pañuelo con las iniciales A.R. y restos de un pantalón de lino café.

También se encontró la matrícula de un automóvil, que según la Policía corresponde a un Chevrolet azul y blanco, modelo 1972, perteneciente a la Orden Apostólica del Amor Infinito de Canadá, que opera en el país.

CAPTURAN A POLICIAS POR SOSPECHAS CRIMINALES

Seis agentes de la Guardia de Hacienda fueron capturados el 10 de marzo por la Policía Nacional cuando viajaban en un vehículo sospechoso de haber sido empleado en la comisión de varios secuestros y asesinatos.

Los seis guardias, que se encontraban uniformados al momento de su detención, fueron capturados no sin antes oponer resistencia, en una carretera cercana a la capital guatemalteca.

El vehículo en que viajaban los agentes, tipo pánel de color blanco y vidrios polarizados, además de carecer de placas de circulación en la parte posterior, responde a las características que habían sido denunciadas por diversos sectores, del utilizado en la ejecución de varios secuestros y crímenes.

REFUGIADOS

RETORNAN A GUATEMALA 130 REFUGIADOS

Durante el mes de febrero regresaron a su país 130 refugiados guatemaltecos integrantes de 26 familias, informó el 11 de marzo la Embajada de Guatemala en México.

Funcionarios de dicha representación diplomática indicaron que el regreso de los refugiados guatemaltecos fue posible por el apoyo que les brindó la Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados (COMAR) y la Oficina del Alto Comisionado de Naciones Unidas para Refugiados (ACNUR).

Tales autoridades, se informó, condujeron a los refugiados de los campamentos en que se asentaban en México a la frontera guatemalteca de La Mesilla, en el departamento de Huehuetenango, en donde se les aplicaron diversos exámenes médicos, que permitieron constatar su estado de salud.